

REVUE **DROIT & SOCIETE** مجلة القانون و المجتمع

دورية علمية محكمة تعنى با لدراسات و الأبحاث في المجال القانوني و الاجتماعي و الاقتصادي.  
PERIODIQUE SCIENTIFIQUE A COMITE DE LECTURE, CONSACRE A LA PUBLICATION D'ETUDES  
ET DE RECHERCHES DANS LES DOMAINES JURIDIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIAL



**L'ALGERIE ET LA MAURITANIE :  
LEGITIMITE MILITAIRE AUX  
INSTRUMENTS VARIES**

**ALGERIA AND MAURITANIA: MILITARY  
LEGITIMACY WITH VARIOUS  
INSTRUMENTS**

DOI : 10.5281/zenodo.7937235

**EL AOUI Mohamed**

*Docteur en Sciences politiques et  
relations internationales*

*Université Sidi Mohamed Ben  
Abdellah-Fes*



**N° 9 - AVRIL / JUIN 2023**

**REVUE DROIT & SOCIETE**



Éditée Par  
**SOCIAL AND MEDIA STUDIES INSTITUTE**



**REVUE DROIT & SOCIÉTÉ**  
ISSN : 2737-8101

# L'ALGERIE ET LA MAURITANIE : LEGITIMITE MILITAIRE AUX INSTRUMENTS VARIES



**REVUE DROIT & SOCIETE**  
N° 9 - AVRIL / JUIN 2023

## RESUME

La concrétisation du régime militaire en Algérie a été mise en place depuis son indépendance, tandis qu'il a été installé en Mauritanie depuis le succès du premier coup d'Etat militaire en 1978 contre le système politique civil dirigé par le président Mokhtar Ould Daddah. Malgré la ressemblance du militarisme entre les deux pays en matière de l'utilisation de la sécuritisation comme une approche sécuritaire garantissant le monopole du pouvoir politique à l'armée contre tous les mouvements et les initiatives civiques réclamant une transition démocratique.

**EL AOUI Mohamed**

*Docteur en Sciences politiques et  
relations internationales*

*Université Sidi Mohamed Ben  
Abdellah-Fes*

Cet article démontre que le militarisme algérien est différent de celui de la Mauritanie à plusieurs niveaux, notamment en matière des instruments du fonctionnement politique du régime et la légitimité qui les appuie. Il s'agit d'un régime militaire basé sur la légitimité historique qui dérive du rôle clé joué par les militaires pour gagner l'indépendance en Algérie et une légitimité tribale en Mauritanie fondée sur une coalition étatique et nationale.

**Mots clés :** *Algérie – Mauritanie- militarisme- pouvoir politique- transition démocratique.*

47

# ALGERIA AND MAURITANIA: MILITARY LEGITIMACY WITH VARIOUS INSTRUMENTS

## ABSTRACT

The military regime has been established in Algeria since its independence and in Mauritania since the success of the first military coup in 1978 against the civilian political system led by the president Mokhtar Ould Daddah. Despite the similarity of militarism between the two countries in terms of the use of securitization as a security approach ensuring the monopoly of political power to the army against all movements and civic initiatives calling for a democratic transition.

This article demonstrates that Algerian militarism is different from that of Mauritania on several levels, mainly the instruments of the political functioning of the regime and the level of legitimacy that supports them.

It is a military regime based on historical legitimacy that derives from the key role played by the army in achieving the independence in Algeria and a tribal legitimacy based on a statal and national coalition in Mauritania.

**Keywords:** Algeria- Mauritania- militarism- political power- democratic transition.

---

## INTRODUCTION

La divergence du pouvoir politique et son impulsion idéologique entre l'Algérie et la Mauritanie ne signifient pas l'absence de quelques points communs, dont le plus important est la perturbation de la transition démocratique. Les causes de cette dernière se reflètent dans la privation forcée du pouvoir politique et dans sa monopolisation directe par l'élite militaire, ou au moins en le soumettant indirectement sous son influence. Il s'agit du phénomène de la militarisation politique qui est devenue l'une des manifestations qui entravent la transition démocratique dans les deux pays. Autrement dit, l'échec du processus de la transition politique, dans les deux pays, a été lié à la militarisation du pouvoir politique qui était basée auparavant sur la domination de l'élite militaire sur l'État et la nation pour justifier sa possession du pouvoir. Mais, au

présent, il se base sur le contrôle des transformations politiques et sociales accélérées. L'élite militaire a développé son langage politique justifiable qui sécurise chaque projet antipolitique ou nuisible à ses propres intérêts.

L'étude adopte un outil d'analyse théorique qui associe à la fois la théorie de la suprématie militaire dans ses deux manifestations, chez l'École de la modernisation et du développement et chez Samuel Huntington et celle de la sécuritisation de l'École de Copenhague des études de sécurité. La première sera abordée par les circonstances et les chemins de la domination de l'institution militaire comme première puissance politique en leur faveur en Algérie et en Mauritanie, tandis que la deuxième nous aidera à démanteler le langage politique des élites dirigeant les deux États pour saper les projets et les demandes de

**EL AOUI Mohamed**

*PhD in Political Science and  
International Relations*

*University Sidi Mohamed Ben  
Abdellah-Fes*

---

réforme démocratique en profitant de la situation de politisation générale qui prévaut dans ces pays.

Cette recherche essaie de répondre à une question centrale visant à analyser le modèle d'interaction politique entre les élites civiles et militaires en Algérie et en Mauritanie sous l'angle de la militarisation et de la sécuritisation, qui détruisent les chances de modernisation du pouvoir politique représentant une condition préalable d'une véritable transition démocratique: comment et en vertu de quels mécanismes et processus les militaires algériens et mauritaniens arrivent-ils à retirer les élites politiques civiles du pouvoir politique et à freiner leurs ambitions de démocratisation ?

Cette étude repose sur deux hypothèses : d'une part, plus que les affaires politiques sont militarisées au niveau attitudinal et langagier, plus que les militaires réussissent à écarter l'élite civile de la position de puissance politique et la transition démocratique est perturbée. D'autre part, plus que la transition démocratique est perturbée, l'élite militaire maintient sa position dominante du pouvoir politique, même si sa domination est caractérisée par l'autoritarisme.

## 1- Cadre théorique de l'étude

Les chercheurs en systèmes politiques ont du mal à déterminer les acteurs du pouvoir politique dans les pays en développement, ainsi que les réseaux d'interactions sur le pouvoir dans toutes ses facettes, sans axer la recherche sur les relations civilo-militaires en tant que point de départ à la connaissance de leur structure analytique qui réduit les mécanismes d'interprétation et d'analyse pour démanteler les caractéristiques du régime du pouvoir dans ces pays, surtout quand elles associent, dans cette structure, les résultats d'interaction entre les élites politiques, la société et l'institution militaire.

En Algérie et en Mauritanie, le pouvoir politique a été militarisé sur tous les aspects de la vie politique et sociétale en bénéficiant de la confusion de l'affaire de la sécuritisation du langage politique en tant que stratégie et comportement politique visant à contrarier les tentatives de modernisation et de démocratisation. Le cadre théorique de cette recherche dans les pays en développement se réfère aux travaux de *Samuel Huntington* et de l'École de la modernisation et l'approche de la sécurité à l'École de Copenhague.

### 1.1- L'approche de suprématie militaire aux pays en développement

Apparue au début des années 60 aux États-Unis, l'École de la modernisation s'occupait à étudier les opportunités du développement politique et économique aux pays nouvellement indépendants, grâce aux grandes contributions des chercheurs tels que *Seymour LIPSET, Whitman Rostow et David APTER...*, qui s'intéressaient à une idée centrale qui considère que les pays en développement n'atteindront le développement politique et économique qu'en suivant les mêmes processus utilisés dans la modernisation des pays développés. Il s'agit, avant tout, de réussir la transition vers la démocratie qui conduira aux transformations politiques de nature modernisatrice<sup>1</sup>, après avoir passé par trois changements nécessaires : la rationalisation du pouvoir politique, la modernisation de l'appareil bureaucratique de l'État selon des fondations spécialisées qui améliorent l'efficacité de l'appareil et stimulent ensuite le troisième changement qui est la participation politique ; afin que les

<sup>1</sup>- Eberhard KIENLE, Les sciences sociales en voyage : L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient vus d'Europe, d'Amérique et de l'intérieur, IREMAM-KARTHALA, Paris, 2010, pp. 120-121.



citoyens deviennent impliqués et influents dans les affaires gouvernementales<sup>2</sup>.

L'étude du rôle politique de l'élite militaire dans les pays en développement nouvellement indépendant était liée à la prospérité que connaissait l'école du développement et modernisation, en lien avec deux nouvelles transformations que ces pays ont connues : L'armée a occupé une place majeure dans le champ politique et le nombre de régimes militaires qui a considérablement augmenté dans ces pays, ce qui a suscité la réflexion d'un nouveau courant de chercheurs de l'école. Il a été dirigé par *Manfred HALPERN*, *Edward SHILS* et *Samuel FINER*, qui se sont intéressés à l'étude des institutions politiques et sociales qualifiées pour diriger les processus de développement politique et économique dans ces pays. Ce courant a confirmé l'éligibilité de l'institution militaire, sans aucune autre institution, pour entreprendre la direction des opérations de modernisation, sur la base de ses capacités liées à posséder les principes d'organisation et d'administration modernes dans sa structure interne, et de la jouissance d'un grand esprit de patriotisme et la stricte déontologie, qui distinguaient ses officiers, en particulier lorsqu'ils constituaient le groupe social le plus instruit et le plus ouvert à la technologie. Selon ce courant, les facteurs précédents étaient suffisants à légitimer le monopole de pouvoir politique par les militaires, et reconnaître leur capacité à construire l'Etat et la nation dans ces pays.

En ce qui concerne les facteurs justifiant l'ingérence de l'armée dans la politique au pays en développement, le courant a été

<sup>2</sup> J. Timmons ROBERTS and Amy HITE, *From Modernization to Globalization : Perspectives on Development and Social Change*, Traduit en arabe par Samy ECHECHEKLY, revue monde de savoir, Conseil national de la culture, des arts et de la littérature, Kuwait, 2004, pp. 233-234.

basé sur quatre besoins principaux qui ont intercepté l'édification de l'Etat et de la nation dans ces pays: le premier est de nature nationale ; c'était à savoir la nécessité de faire face à la menace étrangère. Le deuxième est lié au soutien à l'unité nationale ; au fait de transcender les lignes ethniques, tribales et régionales, le troisième est attaché au besoin d'ordre disciplinaire et règlementaire, alors que le dernier est lié à la nécessité d'avoir une réforme socio-économique urgente<sup>3</sup>.

En conséquence, **Manfred HEPERN** a mis en valeur la capacité de l'armée à moderniser l'économie des pays en développement voire à assurer sa prospérité à éliminer tous les éléments traditionnels du système politique<sup>4</sup>. Il a même justifié que la monopolisation du pouvoir politique par les officiers militaires des Etats arabes, qui ont défini les coups d'Etat post indépendance comme continuation d'une succession islamique basée sur l'invasion et suivie par la règle des Mamelouks<sup>5</sup>.

D'une part, **Edward SHIELS** considérait que la conquête du pouvoir par l'armée dans les pays en développement a été susceptible de les conduire à une marche verte vers la démocratie<sup>6</sup>. Dans le même cadre, **Samuel FINER** justifiait la fonction du développement des élites militaires sur la base de la position sociale qu'elles

<sup>3</sup> Nazih AL-AYUBI, *Over-Stating the Arab State : Politics and Society in the Middle East*, traduit en arabe par Amjad HUSSEIN, Organisation arabe de la traduction, Beyrouth, 2010, p. 514.

<sup>4</sup> Académie de Droit International de la Haye, *Recueil Des Cours 1991*, Boston, 1992, p. 78.

\* Les Mamelouks étaient les esclaves (en arabe, *mamlûk* signifie « possédé ») que les Ayyoubides avaient capturés pour constituer leur armée.

<sup>5</sup> Azmy BISHARA, *L'armée et politique : problématiques théoriques et exemples arabes*, Centre arabe de recherche et d'études politiques, Beyrouth, 2017, p. 50.

<sup>6</sup> Jean JOANA, *Le pouvoir des militaires, entre pluralisme limité et démocratie*, Association française de science politique, p 5. Consulté le 15/03/2021, disponible sur : <https://bit.ly/3tLbPMh>

occupent dans ces pays, venant de leur formatrice majeure de la couche moyenne et qui les amène à partager et à adhérer aux valeurs nationales ; ce qui les a motivés à intervenir dans la sphère politique et à la mettre sous son contrôle<sup>7</sup>. Même par la mise en œuvre des coups d'État militaires afin de retirer les élites civiles de la tête du pouvoir politique.

D'autre part, **SAMUEL HUNTINGTON** a soutenu l'approche de la suprématie militaire dans les pays en développement dans ses recherches basées sur l'analyse de l'impact des transformations sociales et politiques sur la modernisation des systèmes politiques aux pays en développement en donnant le droit à l'institution militaire d'intervenir en politique, pour diriger les processus de réforme politique et de développement économique. Il ajoute que les élites militaires ont une caractéristique fondamentale dans ces pays, considérant que l'occupation du pouvoir politique provient de leur intérêt à moderniser l'État et la nation. Ce qui provient de leur organisation bureaucratique rigoureuse et moderne. **HUNTINGTON** confirme que les pays en développement n'ont jamais connu d'institutions ayant une organisation interne moderne, une structure cohérente et une volonté de modernisation et de développement comme l'institution militaire. Selon lui, l'armée est l'institution modèle la plus organisée, et la plus cohérente parmi la classe moyenne qui prônait le changement social et politique<sup>8</sup>. D'après **Huntington**, l'armée ne s'est pas ingérée dans la politique aux pays en développement à cause du manque de professionnalisme, mais pour combler le vide créé par l'absence d'institutions politiques fortes et de bureaucraties efficaces, des Partis politiques organisés et essentiellement l'absence des règlements

de contrôle civil des forces armées<sup>9</sup>. Cette absence a nécessité l'intervention de l'armée pour monopoliser le pouvoir politique afin qu'il puisse superviser les processus de construction institutionnelle et de développement de l'État et de la nation comme phase préliminaire vers l'élimination des élites politiques oligarchiques traditionnelles du pouvoir hérité de la colonie qui a servi de pierre d'achoppement à la modernisation politique. Pratiquement, **Huntington** a entrepris pour les élites militaires d'intervenir au pouvoir politique, même par l'instrument des coups d'État militaires<sup>10</sup>, car l'armée, selon lui, est au-dessus de la politique et doit intervenir pour empêcher les changements dans son système politique<sup>11</sup>.

Après la fin de la guerre froide, une série de théories et d'approches inspirées par la proximité de la supériorité militaire ont émergé en essayant d'explorer la relation des civils avec les militaires dans les pays en développement, tout en cherchant à l'adapter au nouvel environnement de la politique internationale et à la vie politique interne des pays en développement. La Théorie de la rivalité civilo-militaire d'**Aurel Croissant** et **David KUEHN** reste la plus remarquable ; selon les deux chercheurs, la vie politique des pays en développement après la fin de la guerre froide ne fait que maximiser les opportunités de démocratisation en transformant les règles de concurrence entre les deux élites. Aux yeux des chercheurs et au-delà du statut du système politique actuel de ces pays, les élites militaires mobilisent leur prédominance créée après l'indépendance pour définir leur domination constitutionnelle et pour manipuler les élites civiles sous le prétexte

<sup>7</sup>- Ibid, p. 5.

<sup>8</sup>- Samuel HUNTINGTON, *Political Order in Changing Societies*, Traduit en arabe par Somia FLOU ABOUD, Dar AL-Saqi, Beyrouth, 1993, p. 229.

<sup>9</sup>- Ibid, p. 7.

<sup>10</sup>- Azmi BESHARA, *L'armée et politique : problématiques théoriques et exemples arabes* Op.Cit, p. 56.

<sup>11</sup>- Samuel HUNTINGTON, *Political Order in Changing Societies*, Op.Cit, p. 246.



de l'unité de la nation<sup>12</sup>. C'est la raison pour laquelle un conflit intensifié avec les élites civiles a été produit. Il s'agit, d'abord, d'exercer des pressions politiques sur les civiles par la force des armes, puis en faisant des coups d'État militaire pour mettre fin à son régime civil<sup>13</sup>.

L'approche de la suprématie militaire chez *Huntington* et les théoriciens de l'École de modernisation a été critiquée par d'autres chercheurs qui ont constaté que cette approche était simplement une preuve pour légitimer la militarisation du pouvoir politique dans les pays en développement. En ce qui concerne les coups d'État militaires qui étaient un mécanisme de changement politique pour écarter les élites civiles du pouvoir et établir des systèmes militaires. Étant donné que les mêmes chercheurs ont soutenu fortement l'impossibilité d'avoir des coups d'État militaires dans les États occidentaux, tout en faisant de l'élite militaire un outil pour moderniser les systèmes politiques traditionnels oubliant qu'une armée qui intervient dans la sphère politique par des coups d'État militaires ne peut pas retourner dans des casernes militaires. Au contraire, l'armée cherche à consolider sa domination à la barre du pouvoir en faisant du règlement militaire un fait accompli. De ce point de vue, *SHILS* révisa sa position sur le rôle de modernisation de l'armée dans les pays en développement tout en confirmant que le monopole du pouvoir par l'armée dans ces pays avait entravé leurs processus de démocratisation<sup>14</sup>.

<sup>12</sup>- Aurel CROISSANT and David KUEHN, *Conceptualising Civil-Military Relations in Emerging Democracies*, *European Political Science (EPS)*, no 10 (2011), p. 139.

<sup>13</sup>- Hamdi ABDUL RAHMAN, *Les armées et la transition démocratique en Afrique*, *Le forum des relations arabes et internationales*, Doha, 2015, p. 48.

<sup>14</sup>- Jean JOANA, *Le pouvoir des militaires, entre pluralisme limité et démocratie*, *Op-Cit*, p. 5.

## 1.2- De la politisation publique à la sécuritisation du langage politique

La théorie de sécuritisation a été présentée, pour la première fois, à la fin des années 80 par les théoriciens de l'école de Copenhague des études sécuritaires dirigées par *Olé WAEVER* et *Barry BUZAN*, qui ont souligné que l'identification des menaces à la sécurité de l'État n'était pas seulement fondée sur des données objectives, mais aussi sur le résultat d'une intervention d'acte de langage "Speech Act" des acteurs politiques qui peut transformer une affaire ordinaire en affaire de sécurité nationale nécessitant un traitement exceptionnel<sup>15</sup>. L'école, dans ce contexte, est confrontée aux exigences d'une transition démocratique et à la nécessité de construire un système politique civil dans les pays en développement.

La sécuritisation a vu le jour dans les pays en développement après que les politiciens ont eu réussi à faire connaître les questions litigieuses entourant les conflits pacifiques au sein de la société. En plus, ceux qui prennent les décisions politiques ont réussi à traiter la question de transition démocratique au langage public comme une menace existentielle de l'État et de la société. Ce qui légitimise les procédures sécuritaires exceptionnelles prises sans prendre en compte leur compatibilité avec les procédures démocratiques<sup>16</sup>. Selon le chercheur *Abd al-Wahab AL AFANDI*, les régimes répressifs élargissent le cercle de politisation générale pour maintenir un contrôle sécuritaire sur les sociétés dans le but d'enraciner la sécuritisation, qui est

<sup>15</sup>- Barry BUZAN, Ole WAEVER and Jaap DE WILDE, *Security : A New Framework for Analysis*, Lynne Rienner Publishers, London, 1998, pp. 25-26.

<sup>16</sup>- Abdelfattah MADHI, *Democracy and the Gun: Civil-Military Relations and the Policies of Modernizing the Armed Forces*, *Arab Center for Research & Policy Studies*, Beyrouth, 2021, p. 116.

considérée comme la plus haute étape de cette politisation<sup>17</sup>.

À cet égard, l'adoption d'une politique de sécurité maximale est une caractéristique distinctive des régimes autoritaires, qui explicitent constamment que les forces armées se tiennent prêtes à affronter les menaces extérieures. Dans ce cas, les politiciens misent en valeur automatiquement leurs missions décisives, surtout lorsqu'ils réussissent à convaincre la société civile que ces menaces représentent un risque existentiel sur l'État et la nation, ce qui impose des actions sécuritaires exceptionnelles urgentes<sup>18</sup>. Théoriquement, la sécuritisation se déroule selon quatre éléments principaux :

- L'acteur/élément sécurisé : l'entité qui fait l'acte ou le mouvement sécurisé, en particulier l'acteur politique.
- Menace existentielle : est le sujet défini comme présentant un préjudice potentiel.
- Référence du sujet : Sujet ou idée exposé/menacé et ayant besoin de protection.
- Le public : L'objectif d'un acte de langage ou d'une action sécuritaire qui doit être convaincu de la gravité d'un problème et accepté comme une menace à la sécurité<sup>19</sup>.

Pratiquement, la sécuritisation d'une protestation, à titre d'exemple, ne signifie pas nécessairement que celle-ci menace réellement la survie de l'État, mais elle implique que l'acteur politique a réussi à

<sup>17</sup>- Abdel Wahab AL AFANDI, Entre la militarisation de la politique et la civilisation de l'armée: vers un cadre théorique pour aborder le problème de 'l'État enraciné', dans « **L'armée et la politique au stade de la transition démocratique dans le monde arabe** », Centre arabe de recherche et d'études politiques, Beyrouth, 2019, p. 158.

<sup>18</sup>- Thierry BALZACQ, Théories de la sécuritisation, 1989-2018, Études internationales, vol. 49, no 1( 2018), p. 11.

<sup>19</sup>- Pierre BERTHELET, Chaos international et sécurité global : La sécurité en débats, Edition Publibook Université, Paris, 2014, pp. 158-160.

rendre de cette protestation un problème existentiel. Dans le même cadre, nous évoquons le prétexte du « terrorisme » exploité par les États occidentaux sous la direction des États-Unis comme une menace sécuritaire après les événements du 11 septembre 2001, pour faire tomber le régime de **Saddam HUSSEIN** en Irak en 2003, où l'acteur était les décideurs aux États-Unis et ses alliés occidentaux, la menace existentielle était le terrorisme et les armes de destruction massive, la question de référence était la sécurité nationale américaine et occidentale, alors que le public était le peuple américain et la communauté internationale. En fin, les États-Unis ont pris cette circonstance comme prétexte pour envahir l'Irak<sup>20</sup>.

## 2- Dialectique de militarisation et sécuritisation en Algérie et en Mauritanie

La vie politique en Algérie et en Mauritanie est organisée par la consolidation d'un discours politique favorisant la continuité de la forme du pouvoir politique existante, vu qu'elle représente un horizon unique vers la modernisation politique, économique et sociale. Est considéré une entrave majeure qui a freiné tous les projets de la transition démocratique dans les deux pays, basée sur les politiques de la sécuritisation et la militarisation des attentes de réformes démocratiques, émanant de la force élitare possédante de pouvoir politique en deux pays.

### 2.1- Sécuritisation des demandes de réformes démocratiques

Sans aucun doute, les efforts politiques des élites civiles en Algérie et en Mauritanie visant la modernisation du système

<sup>20</sup>- Sonia LE GOURIELLEC, Sécuritisation et construction d'un complexe de sécurité régional dans la Corne de l'Afrique, Études internationales, vol. 49, no 1( 2018), p. 91.





politique et la vie socio-politique, la transition vers la démocratie, ont été avortés dans le passé comme dans le présent par l'élite militaire. Ce dernier a militarisé le pouvoir politique est devenu la première puissance politique dans les deux pays après l'indépendance. La militarisation politique se diffère dans les deux pays au niveau de la légitimité de la domination du pouvoir politique, mais ils partagent le même phénomène de la politisation générale des affaires publiques. Ce point commun a été utilisé par les militaires pour enterrer chaque initiative de démocratisation, après avoir la sécurisée en pratiquant des approches purement sécuritaires. D'abord, il s'agit d'enclaver les élites civiles dirigeant le mouvement de démocratisation, puis briser leurs idées de la reconstruction de l'État et de la nation selon les valeurs et les principes démocratiques.

La sécurisation des demandes et les attentes de démocratisation ont été délaissées par les élites militaires en Algérie et en Mauritanie pour assurer leur positionnement politique en faisant des frontières sacrées contre les élites civiles pour qu'elles ne puissent pas arriver au centre du pouvoir, notamment dans sa volonté d'éliminer toute opinion politique ou position contre eux. C'est ainsi que l'élite militaire algérienne a fait échouer les demandes des réformes politiques et de la transition démocratique en poursuivant leur approche résistante contre les projets de modernisation de l'État et la nation<sup>21</sup>. Cette pratique vise à vider le contenu des réformes en adressant des langages sécurisés pour transformer les demandes de transition vers la démocratie en menaces à la sécurité nationale. Ce qui impose des pratiques purement sécuritaires pour affronter toute forme de violence

<sup>21</sup>- Dris NOURI, L'armée, le pouvoir et l'État en Algérie : de l'idéologie populiste à l'État néopatrimonial, revue *Siyasat Arabiya*, no 35 (2018), p.p. 32-33.

susceptible de se développer en pratiques de meurtre contre les civils porteurs des projets de réforme politique surtout les projets de civisme de pouvoir politique<sup>22</sup>. Cette intervention sécuritaire apparaît clairement dans le coup d'État de l'armée contre les premières élections locales et législatives pluralistes de 1992 remportées par le Front islamique de salut(FIS) tout en utilisant des langages purement sécuritaires tels que :

- La quête du Front national à regagner le pouvoir même par force.
- L'accusation de FMLN de ne pas respecter la constitution et les lois en cas d'accès au pouvoir et que cela nuit à la politiquement et à l'économie du pays.
- La nécessité d'assurer la sécurité et de rétablir l'autorité de l'État<sup>23</sup>.

Après le déclenchement des protestations populaires algériennes en 2019, l'armée a cherché à évaluer sa profondeur populaire en éteignant les feux des réclamations de réforme politique. Premièrement, l'armée a utilisé un langage sécurisé pour remettre en question les intentions des protestations en les considérant comme des menaces à l'intérêt national de l'État et de la nation. C'est dans ce cadre que le chef d'état-major de l'armée a décrit le mouvement du 26 février en disant : « Les appels suspects des protestants inclus dans le chant de la démocratie, où ils sont empruntés des voies dangereuses... qui ne servent pas

<sup>22</sup>- Mohamed-Halim LIMMAM, La corruption systémique et l'État autoritaire : Le cas de l'Algérie depuis l'indépendance, Centre d'études pour l'unité arabe, Beyrouth, 2017, pp. 134-137.

<sup>23</sup>- Abdelhamid BRAHMI, Aux origines de la tragédie algérienne 1957-1999, Centre d'études pour l'unité arabe, Beyrouth, 2001, p. 223.

l'Algérie »<sup>24</sup>, et lorsque l'élite militaire n'a pas pu sécuriser le mouvement malgré les divers canaux d'influence sociale qu'elle possédait, elle a cherché à apaiser le mouvement en déclarant que « l'armée partage avec le peuple les mêmes valeurs et principes »<sup>25</sup>.

En Mauritanie, pays vivant sous la domination de l'élite militaire renforcée par leurs alliées tribales et politico-économique, les intérêts communs de la triade sont adaptés à une équation cohérente qui assure la supériorité militaire sur le système politique. Au contraire de l'élite militaire algérienne qui utilise sa légitimité historique pour assurer sa domination dans les affaires politiques, l'élite mauritanienne a réussi à produire une légitimité de type populiste basée sur un langage politique centrée sur "l'intimidation" pour convaincre les gens que les demandes de réforme politique et de la transition démocratique exposent l'État à l'inconnu<sup>26</sup>. Mais, la réalité politique a montré le contraire de cette affirmation, évoquant le coup d'État du major Saleh OULD HANNANA en 2003 contre le président Maouya OULD SIDI'AHMED TAYA, dans lequel le premier avait laissé tomber toute autorité réelle dans l'État pendant environ deux

jours sans marquer aucun trouble ou chaos entre les citoyens<sup>27</sup>.

## 2.2- L'Algérie : la coexistence du militarisme avec la construction de l'État

La plupart des chercheurs algériens partagent l'un des récits politiques très importants qui enrichissent la littérature politique algérienne : « à l'opposé de ce qui se passe dans tous les pays du monde, l'État algérien avec toutes ses institutions politiques et bureaucratiques est construit par l'armée »<sup>28</sup>. Ce récit illustre la structure de l'État algérien basée sur la mise en place de l'armée au sommet du pouvoir politique surtout quand elle est qualifiée comme une institution au-dessus de l'État et de la société. L'armée distribue les pouvoirs aux élites partisans, syndicales et bureaucratiques... Ces pouvoirs purement fonctionnels forment les attitudes et les comportements politiques des différentes élites pour qu'ils soient conformes à la volonté des élites militaires.

La tutelle militaire des affaires politiques en Algérie est basée sur ce que *Mohammed HACHEMAOUI* a appelé la "**Légitimité historique**". Cette dernière retrace le début de sa formation jusqu'au stade de la pré-indépendance, vers la fin des années 1950, lorsque l'armée frontalière algérienne a été formée, en tant qu'organisation bureaucratique de nature militaire-policière<sup>29</sup>, et a été en mesure d'établir un régime militaire dominant sur le Front de libération algérienne. Elle a également développé sa domination en

<sup>24</sup>- Belkacem EL KATTAA, L' 'évolution du rôle de l'armée dans la scène politique algérienne : de la montée en puissance de Bouteflika jusqu'à la présidentielle de Taboune, Centre arabe de recherche et d'études politiques, p. 6, le 09/11/2020, consulté le 12/03/2022, disponible sur : <https://bit.ly/3vp3sZT>

<sup>25</sup>- Mohamed Islam KARNE, La transformation politique en Algérie : du dilemme du régime au dilemme du Hirak, p. 5, Arab Policy Forum, le 01/02/2020, consulté le 12/03/2022, disponible sur : <https://bit.ly/3jOEVRZ>

<sup>26</sup>- Hammah-ellah OULDAL-SALEM, La République des Sables : sur la crise de l'Etat national en Mauritanie, Dar Al Kotob Al Ilmiyah, Beyrouth, 2014, p. 128..

<sup>27</sup>- Hammah ellah OULDAL-SALEM, Ibid, p.p. 128-129.

<sup>28</sup>- Taher SAOUD, Les rôles de l'armée dans les phases de transition en Algérie, dans « L'armée et la politique au stade de la transition démocratique dans le monde arabe », Centre arabe de recherche et d'études politiques, Beyrouth, 2019, p. 797.

<sup>29</sup>- Mohammed HACHEMAOUI, Performances du jeu politique en Algérie, Politique étrangère, Vol.19 (Été 2009), p 309.



passant par trois évènements majeurs : le premier est le coup d'État du commandement général de l'armée contre le gouvernement provisoire de l'Algérie en 1962. Le second est l'alliance civilo-militaire constituée après l'indépendance entre le colonel Houari BOUMEDIENE et le courant civil de Ahmed BEN BELLA, qui a pris le pouvoir politique directement après l'annonce officielle de l'indépendance. Le dernier est le coup d'État mené par BOUMEDIENE contre le président BEN BELLA et sa proclamation comme président de la République algérienne 1965.

Suivant la recherche historique menée par *HACHEMAOUI* ainsi que d'autres études du même genre, la détermination du début de la naissance du régime militaire en Algérie nécessite une recherche approfondie dans la structure du Front de libération nationale depuis sa fondation en 1954 jusqu'à l'indépendance en 1962. Le front qui a émergé en tant que mouvement de libération nationale, dont la structure organisationnelle et militante a été éclipsée par de profondes différences entre les courants civils et militaires, a été accentué pendant le congrès de SOUMMAM en 1956, qui visait à se mettre d'accord sur les principes de la révolution algérienne et de l'organisation de l'armée de libération. Le congrès témoigne la domination des militaires par les élites civiles après l'adoption des deux principes importants considérés comme cadre de référence politique du Front de libéralisation: la primauté du civil sur le militaire et la primauté de l'Intérieur sur l'Extérieur. Ces deux principes qui ont peu résisté après l'assassinat d'Abban RAMADAN, l'architecte de la conférence de SOUMMAM et la personne la plus influente du comité de coordination et de mise en œuvre en 1957, élu dans la même

conférence pour diriger le Front de libération<sup>30</sup>.

Pour déterminer la date de naissance du conflit entre l'élite civile et militaire en Algérie avant l'indépendance, on peut dire que la suprématie militaire a été établie en Algérie immédiatement après le meurtre d'Abban Ramadan. Cette suprématie est apparue comme un modèle de système politique qui était construit après l'indépendance sous l'alliance du colonel BOUMEDIENNE avec le politicien BEN BELLE pour qu'ils puissent maintenir le pouvoir ensemble depuis la crise de l'été 1962. En ce moment crucial, la coalition a tourné sur les institutions légitimes de la révolution algérienne (le gouvernement provisoire et le Conseil national pour la révolution) quand l'armée frontalière (Noyau principal du Commandement de l'état-major) a avancé vers la capitale Alger où plusieurs affrontements sanglants ont fait plus de 1000 victimes<sup>31</sup>, ce qui a accéléré la fin du gouvernement provisoire le 13 août 1962 et la formation de la République algérienne démocratique et populaire le 20 septembre 1962. Six jours plus tard, BEN BELLA s'est installé à la tête du gouvernement et BOUMEDIENNE à la tête du ministère de la Défense et en même temps commandant de l'Armée nationale populaire. La suprématie militaire en Algérie est devenue une réalité après l'exécution du coup d'État de BOUMEDIENNE contre le président BEN BELLA en 1965 expliqué comme une correction révolutionnaire<sup>32</sup>.

C'est, peut-être, cette chronologie qui a amené *William ZARTMAN* à souligner que la politique algérienne est

<sup>30</sup>- Taher SAOUD, Les rôles de l'armée dans les phases de transition en Algérie, Op.Cit, p. 795.

<sup>31</sup>- Rabah LOUNISSI, L'algerie dans la spirale du conflit entre les militaires et les élites politiques, Dar Al maarifa, Alger, 2000, p. 66.

<sup>32</sup>- Madjid BENCHIKH, Algérie : Un système politique militarisé, L'Harmattan, Paris, 2003, p. 8.

révolutionnaire par nature et qu'elle s'organise seulement en accord avec la légitimité des programmes, des groupes et des symboles révolutionnaires qui se rencontrent uniquement dans l'institution militaire<sup>33</sup>, dont les dirigeants militaires sont transformés en patriotisme (dépositaires du nationalisme) de l'État<sup>34</sup>, déterminant les règles de participation au pouvoir et à sa gestion. Le plus important est le recours à des coups d'État militaires quand ils ressentent une menace civile. À ce niveau, l'Algérie a connu de différents types de coups d'État : un type de coups d'État réussi qu'on peut les représenter dans le putsch de BOUMEDIENNE contre son allié BEN BELLA en 1965. Un type de coups d'État manqué tel que l'échec du commandant en chef de l'état-major le général Tahar ZUBAIRY à se retourner contre BOUMEDIENNE en 1967. Un autre type de coups d'État blanc caractérisé par la disqualification du gouverneur sans la nécessité de changements radicaux dans le système politique. Dans le cas algérien, il s'agit de la sortie de l'élite militaire du Président Chadli BENDJIDID de tête de la république conjointement avec leur décision d'annuler la piste électorale en 1991<sup>35</sup>, et ça rentre dans la même pression exercée par les généraux sur le président Liamine ZEROUAL pour tenir des élections présidentielles avant la fin de son mandat présidentiel en 1998, après son refus d'accepter l'accord qui est resté en vigueur entre l'armée et le mouvement islamique du Salut<sup>36</sup>.

<sup>33</sup>- Willian ZARTMAN, L'Armée dans la politique Algérienne, Annuaire de l'Afrique de Nord, CRESM / CNRS, Paris, 1967, p 266.

<sup>34</sup>- Lahouari ADDI, L'Armée, la nation et l'Etat en Algérie, Confluences Méditerranée, l'Harmattan, no 29(1999), pp. 39-46.

<sup>35</sup>- Mohammed SAMRAOUI, Chronique des années de sang Algérie : Comment les services secret ont manipulé les groupes islamiques ?, Editions Denoël, Paris, 2003, pp. 127-140.

<sup>36</sup>- Lahouari ADDI, La guerre continue en Algérie, Le Monde diplomatique, Avril 2001, consulté le 17/03/2021, disponible sur : <https://bit.ly/3ai32Kx>

Pour réagir contre les pressions internes et externes qui ont accusé l'armée comme responsable du déclenchement de la "guerre civile algérienne", après l'abolition de la trajectoire électorale en 1992, et ses pertes de vie et la désintégration du tissu social algérien<sup>37</sup>, l'armée a procédé au polissage de la façade militaire du régime algérien, en plaçant les élites civiles sur la façade de pouvoirs politiques de la république, tout en gardant les clés du pouvoir. Dans ce cadre-là, l'armée a choisi Abdelaziz BOUTAFLIKA comme président civil de la République en 1999, sachant qu'il était ministre des Affaires étrangères. L'armée lui a assuré à maintenir le pouvoir pour une période de 20 ans même après qu'il soit tombé malade. Après, BOUTAFLIKA a été remplacé par Abdelmadjid TEBBOUNE en 2019 comme un choix stratégique de l'armée pour lutter contre le mouvement populaire qui a été éclaté à nouveau en février de la même année.

### 2.3- Mauritanie : Accouplement militaire et tribal

À l'instar de l'Algérie, l'armée mauritanienne se trouve au sommet du pouvoir politique. Depuis le succès de son premier coup d'État contre le président civil Mokhtar OULD DADDAH en 1978, dont l'état et la société ont été soumis à sa suprématie. Le militarisme en Mauritanie est radicalement différent de celui en Algérie, surtout au niveau de la légitimation de suprématie sur lequel l'armée mauritanienne à combler le manque de la légitimité historique et révolutionnaire par l'exploitation de la formation tribale et bédouine de la structure sociale mauritanienne pour dominer le pouvoir politique.

<sup>37</sup>- Fouzia QASSI et Larbi BOUMEDIENNE, Les rapports entre l'armée et le pouvoir politique en Algérie : entre le pouvoir de fait et les défis de la démilitarisation, revue Siyasat Arabiya, no 19(2016), p. 60.



La primauté militaire en Mauritanie représente une exception au sein de la suprématie militaire dans de nombreuses Républiques arabes. Elle a été fondée 20 ans après la construction de l'État, lorsque quatre officiers dirigés par le chef de l'état-major national, Moustapha OULD MOHAMED SALECK, ont réussi un premier coup d'État militaire sur le pouvoir civil, qui a relégué les élites civiles en dehors du pouvoir politique. Ce qui a exposé le pays et son système politique à l'instabilité politique caractérisée par l'affrontement croissant entre les militaires eux-mêmes sur le pouvoir, ce qui a généré, depuis 1978, des coups d'État militaires successifs<sup>38</sup> cités ci-dessous:

**Tableau no 1 : Coup d'État militaire en Mauritanie depuis 1978**

Date de coup d'État militaire	Son chef	Son issue
Avril 1978	L'officier Mustapha OULD MOHAMED SALECK	Réussi
Avril 1979	L'officier Ahmed OULD BOUSSIF	Réussi
Janvier 1980	L'officier Mohamed Khouna OULD HAIDALAH	Réussi
Mars 1981	Alliance pour Mauritanie démocratique	Manqué
Décembre 1984	Le colonel Maaouya OULD SIDI'AHMED TAYA	Réussi
1987	Une cinquantaine d'officiers noirs	Manqué
1989	Des officiers Baathiens (BAATH)	Manqué
Novembre 2000	Des officiers appartiennent au courant socialiste de Jamal ABDENSSER	Manqué
Juin 2003	le major Saleh OULD HANNANA	Manqué
Aout 2005	Le général Ely OULD MOHAMED VALL	Réussi

<sup>38</sup>- Hamdi ABDUL RAHMAN, Les armées et la transition démocratique en Afrique, Op.Cit, p. 174.

Aout 2008	Le général Mohamed OULD ABD AL-AZIZ	Réussi
-----------	-------------------------------------	--------

Source : réalisé par le chercheur

La recherche des spécificités de la supériorité militaire mauritanienne nécessite un examen de la structure tribale de cette société en parallèle à l'examen des transformations dans les relations civilo-militaires. En ce sens, l'État mauritanien, né en 1960, dépendait de la coopération française dans la conduite des affaires militaires, où des officiers français ont été nommés aux postes de commandant de l'armée et chefs de bureaux militaires. En plus, les axes principaux de la politique étrangère et de sécurité de la Mauritanie étaient déterminés en France<sup>39</sup>. Dans ces circonstances, les élites militaires n'étaient pas capables de pénétrer la sphère politique avant le déclenchement de "La guerre du Sahara" en 1975<sup>40</sup>, pendant laquelle le Front POLISARIO a attaqué le territoire Mauritanien en réaction à la signature de l'accord tripartite de Madrid (Maroc-Mauritanie-Espagne) le 14/11/1975. Ce qui a permis aux trois pays d'administrer conjointement le Sahara sous les auspices des Nations unies. Au sein de ces transformations régionales, l'armée mauritanienne, restreinte et mal équipée, n'a pas réussi à faire face à la guerre de guérilla imposée par le POLISARIO, tout en bénéficiant des renforts et d'aides militaires marocains et français. Malgré, le soutien franco-marocain, l'armée mauritanienne a subi des défaites

<sup>39</sup>- Camille EVRARD, De l'armée colonial à l'armée nationale en Mauritanie : Une histoire militaire sahélo-saharienne, de la conquête à la guerre (1934-1978), Thèse de Doctorat d'Histoire contemporaine, Université Panthéon-Sorbonne, Paris, 2015, p 265.

<sup>40</sup>- Mohamed almoukhtar OUELD AL-SAAD et Mohamed ABD AL-HAY, L'expérience de la transition démocratique en Mauritanie : Contexte-Faits- Perspectives d'avenir, Centre d'études et de recherche stratégiques des Emirats, Abu Dhabi, 2014, p. 27.

successives du POLISARIO. Ce qui a poussé le président OULD DADDAH a indigné les officiers en les accusant de ne pas assimiler l'impact géostratégique de la guerre<sup>41</sup> ; l'acte qui a mené l'armée à exécuter le premier coup d'État le 10 juillet 1978.

En conséquence, l'armée a réussi à mettre fin au système civil en le remplaçant par un autre militaire. Le militarisme est devenu une caractéristique fondamentale de la vie politique mauritanienne surtout quand il est constitutionnalisé. Le système militaire forme une alliance avec les tribus du pays pour dominer le pouvoir politique. À titre d'exemple, dans le nord les tribus Al-Beidan Hassaniya constituent la force économique et politique des militaires arrivées au pouvoir, ce qui explique que la plupart des coups d'État réussis ont été effectués par les officiers appartenant aux descendants des tribus cités tels que les coups d'État de Mohamed Khouna OULD HAIDALLAH en 1980, descendu de la tribu Al- Aroussiyyine, et celui de Maaouya OULD SIDI'AHMED TAYA, de la puissante tribu Samassid, ainsi que celui de Mohamed OULD ABD AL-AZIZ appartenant à la tribu Awlad Abi SEBAA. Il est à noter que la force d'influence politique et économique des tribus arabes dans le Nord facilite la mission des officiers militaires à réussir leurs coups d'État et à assurer leur domination en procurant une couverture sociale et économique tribale<sup>42</sup>. Ce facteur peut expliquer l'échec du coup d'État tenté par les officiers noirs en 1987, en raison de la vulnérabilité des tribus auxquelles ils appartiennent.

<sup>41</sup>- Camille EVRARD, De l'armée coloniale à l'armée nationale en Mauritanie, Op.Cit, pp 388-389.

<sup>42</sup>- Riccardo CIAVOLELLE et Marion FRESIA, Entre démocratisation et coup d'Etat : Hégémonie et subalternité en Mauritanie, Politique Africaine, no 114 (2009), p. 7.

## Conclusion :

Dans cette étude, nous avons présenté la militarisation du pouvoir politique en Algérie et en Mauritanie. Nous avons également vérifié les hypothèses avancées pour examiner les ruptures démocratiques dans les deux États causées par l'enracinement de la suprématie militaire et par la vulnérabilité des réformes politiques ayant l'objectif de civiliser le pouvoir politique dans les deux pays. En se basant sur un cadre théorique associant la théorie de la suprématie militaire dans les pays en développement et la théorie de la sécuritisation. L'étude des deux cas montre que l'intervention militaire dans la vie politique depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962 et depuis le premier coup d'État de l'armée contre le régime civil en Mauritanie en 1978 est le sagement principal de la transition démocratique.

Plus précisément, l'armée intervient en politique en contrôlant toutes ses activités et ses interactions après avoir établi un système néopatrimonial dans lequel elle répartit les avantages et les positions aux clients civils, tout en bénéficiant de la légitimité historique en Algérie et du lien tribal en Mauritanie.

Les deux cas ont prouvé que si la transition démocratique est réussie, les acteurs civils devront empêcher la monopolisation militaire du pouvoir politique, et que son succès fortifie les privilèges et l'immunité de l'armée. C'est la raison pour laquelle l'armée est leadeur de la classe anti-démocratique occupant la position de gardienne du système politique. Dans ce sens, les projets de la transition démocratique dans les deux pays ne signifient pas seulement la construction des relations civilio-militaires démocratiques caractérisées par le contrôle civil des militaires, mais il s'agit également de la nécessité de reconstruire l'État et la nation.



Finalement, l'étude a conclu que la sécurisation des demandes et des projets de réformes politiques était un instrument principal permettant la légitimation de l'intervention militaire dans la politique. Cette stratégie est utilisée souvent par les élites militaires pour retirer les élites civiles du pouvoir politique, à travers des

approches purement sécuritaires qui ont permis à l'armée et aux forces de sécurité intérieure de réprimer l'opposition politique civile, avant de poursuivre la violence contre ses élites et ses manifestations qui arrive jusqu'à la pratique de la liquidation physique.

---

#### **BIOGRAPHIE :**

ABDUL RAHMAN Hamdi, *Les armées et la transition démocratique en Afrique*, Le forum des relations arabes et internationales, Doha, 2015.

Académie de Droit International de la Haye, *Recueil Des Cours 1991*, Boston, 1992.

ADDI Lahouari, L'Armée, la nation et l'Etat en Algérie, *Confluences Méditerranée*, l'Harmattan, no 29(1999).

—————, La guerre continue en Algérie, *Le Monde diplomatique*, Avril 2001, consulté le 17/03/2021, disponible sur : <https://bit.ly/3ai32Kx>

AL AFANDI Abdel Wahab, Entre la militarisation de la politique et la civilisation de l'armée: vers un cadre théorique pour aborder le problème de "l'État enraciné", dans « **L'armée et la politique au stade de la transition démocratique dans le monde arabe** », Centre arabe de recherche et d'études politiques, Beyrouth, 2019.

BALZACQ Thierry, Théories de la sécurisation, 1989-2018, *Études internationales*, vol. 49, no 1( 2018).

Belkacem EL KATTAA, L' 'évolution du rôle de l'armée dans la scène politique algérienne : de la montée en puissance de Bouteflika jusqu'à la présidentielle de Tabboune, *Centre arabe de recherche et d'études politiques*, p. 6, le 09/11/2020, consulté le 12/03/2022, disponible sur : <https://bit.ly/3vp3sZT>

BENCHIKH Madjid, **Algérie : Un système politique militarisé**, L'Harmattan, Paris, 2003.

BERTHELET Pierre, *Chaos international et sécurité global : La sécurité en débats*, Edition Publibook Université, Paris, 2014.

BISHARA Azmy, l'armée et politique : *problématiques théoriques et exemples arabes*, Centre arabe de recherche et d'études politiques, Beyrouth, 2017.

BRAHMI Abdelhamid, *Aux origines de la tragédie algérienne 1957-1999*, Centre d'études pour l'unité arabe, Beyrouth, 2001.

BUZAN Barry, WAEVER Ole and DE WILDE Jaap, *Security : A New Framework for Analysis*, Lynne Rienner Publishers, London, 1998.

CIAVOLELLE Riccardo et FRESIA Marion, Entre démocratisation et coup d'Etat : Hégémonie et subalternité en Mauritanie, *Politique Africaine*, no 114 (2009).

CROISSANT Aurel and KUEHN David, Conceptualising Civil-Military Relations in Emerging Democracies, *European Political Science (EPS)*, no 10 (2011).

EVRARD Camille, **De l'armée colonial à l'armée nationale en Mauritanie : Une histoire militaire sahélo-saharienne, de la conquête à la guerre (1934-1978)**, Thèse de Doctorat d'Histoire contemporaine, Université Panthéon-Sorbonne, Paris, 2015.

HACHEMAOUI Mohammed, Performances du jeu politique en Algérie, **Politique étrangère**, Vol.19 (Été 2009).

HINTINGTON Samuel, *Political Order in Changing Societies*, Traduit en arabe par Somia FLOU ABOUD, Dar AL-Saqi, Beyrouth, 1993.

J. Timmons ROBERTS and Amy HITE, *From Modernization to Globalization : Perspectives on Development and Social Change*, Traduit en arabe par Samy ECHECHEKLY, revue monde de savoir, Conseil national de la culture, des arts et de la littérature, Kuwait, 2004.

JOANA Jean, Le pouvoir des militaires, entre pluralisme limité et démocratie, **Association française de science politique**, p 5. Consulté le 15/03/2021, disponible sur : <https://bit.ly/3tLbPMh>

KARNE Mohamed Islam, La transformation politique en Algérie du dilemme du régime au dilemme du Hirak, p. 5, *Arab Policy Forum*, le 01/02/2020, consulté le 12/03/2020, disponible sur : <https://bit.ly/3jOEvRZ>

KIENLE Eberhard, *Les sciences sociales en voyage : L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient vs d'Europe, d'Amérique et de l'intérieur*, IREMAM-KARTHALA, Paris, 2010.

LE GOURIELLEC Sonia, Sécuritisation et construction d'un complexe de sécurité régional dans la Corne de l'Afrique, *Études internationales*, vol. 49, no 1( 2018).

LIMMAM Mohamed-Halim, *La corruption systémique et l'État autoritaire : Le cas de l'Algérie depuis l'indépendance*, Centre d'études pour l'unité arabe, Beyrouth, 2017.

LOUNISSI Rabah, L'algerie dans la spirale du conflit entre les militaires et les élites politiques, Dar Al maarifa, Alger, 2000.

MADHI Abdelfattah, **Democracy and the Gun: Civil-Military Relations and the Policies of Modernizing the Armed Forces**, Arab Center for Research & Policy Studies, Beyrouth, 2021.

Nazih AL-AYUBI, *Over-Stating the Arab State : Politics and Society in the Middle East*, traduit en arabe par Amjad HUSSEIN, Organisation arabe de la traduction, Beyrouth, 2010.

NOURI Dris, L'armée, le pouvoir et l'État en Algérie : de l'idéologie populiste à l'État néopatrimonial, *revue Siyasat Arabiya*, no 35 (2018).

OUELD AL-SAAD Mohamed almoukhtar et ABD AL-HAY Mohamed, *L'expérience de la transition démocratique en Mauritanie : Contexte-Faits- Perspectives d'avenir*, Centre d'études et de recherche stratégiques des Emirats, Abu Dhabi, 2014.





OULDAL-SALEM Hammah-ellah, *La République des Sables : sur la crise de l'Etat national en Mauritanie*, Dar Al Kotob Al Ilmiyah, Beyrouth, 2014.

QASSI Fouzia et BOUMEDIENNE Larbi, Les rapports entre l'armée et le pouvoir politique en Algérie : entre le pouvoir de fait et les défis de la démilitarisation, *revue Siyasat Arabiya*, no 19(2016).

SAMRAOUI Mohammed, *Chronique des années de sang Algérie : Comment les services secret ont manipulé les groupes islamiques ?*, Editions Denoël, Paris, 2003.

SAOUD Taher, Les rôles de l'armée dans les phases de transition en Algérie, dans « **L'armée et la politique au stade de la transition démocratique dans le monde arabe** », Centre arabe de recherche et d'études politiques, Beyrouth, 2019.

ZARTMAN Willian, L'Armée dans la politique Algérienne, *Annuaire de l'Afrique de Nord*, CRESM / CNRS, Paris, 1967.